

" Un journal c'est la conscience d'une nation." Albert Camus



www.jda.ci

Journal d'Abidjan

L'hebdo

N°181 du 28 au 4 Décembre 2019

BANQUE DE L'HABITAT
LE BRAS DE FER SE POURSUIT

COMMISSION ÉLECTORALE
L'OPPOSITION RONGE SON FREIN

ENVIRONNEMENT
DANGER SOUS LES PYLÔNES



FUNÉRAILLES

VIVRE POUR LES MORTS

GRATUIT
NE PEUT ÊTRE VENDU

C'est une véritable épreuve que de nombreuses familles ivoiriennes vivent après le décès d'un proche. Depuis les frais d'ordonnance, laissés parfois à l'hôpital, jusqu'aux funérailles, en passant par le cercueil et la location de la tombe.



MTN StandardPro Gérez vos appels automatiquement

Serveur vocal interactif – Enregistrement des appels – Numéro virtuel

Vous souhaitez ne rater aucun appel ou opportunités d'affaires ? Plus besoin d'installations coûteuses ou d'acquies de nouveaux équipements informatiques. MTN StandardPro gère jusqu'à 30 appels entrants de manière simultanée, message d'accueil en plusieurs langues, transfert des appels, messagerie vocale, notification SMS et email, historique d'appels, personnalisation du menu de gestion des appels

selon le jour et l'heure, enregistrement des appels, et bien plus encore. Grâce à une application installée sur votre téléphone et votre ordinateur, votre numéro professionnel vous suit partout, en Côte d'Ivoire comme à l'étranger.

Contactez-nous dès à présent pour un essai gratuit (21 00 00 00 /standardpro.mtn.ci)



ÉDITO

Indignés ?

L'édition 2019 du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (SARA) aura marqué les esprits. Et pour cause : le vendredi 22 novembre, l'entreprise Faso Attiéké, produisant et commercialisant de l'attiéké, a labelisé l'attiéké made in Faso. Il n'en fallait pas plus pour soulever une sorte de vague d'indignation chez certains de nos compatriotes, offusqués de voir un produit typiquement ivoirien être labelisé par un autre pays. Sauf qu'à côté de cette levée de bouclier, dans l'ensemble il n'y a pas de remise en cause. Ayant tout lié à la politique, l'ensemble des Ivoiriens oublie parfois que nous avons de la richesse à promouvoir. Notre tendance à tout voir en noir et en mal chez nous et en bien ailleurs nous a aveuglés.

Consommer ivoirien et faire la promotion des mets ivoiriens n'a jamais été dans nos mœurs. Loin de s'indigner, il faut plutôt se remettre en cause. Oui, sortons des carcans politiques. Notre pays regorge d'assez de compétences, qui peuvent, dans leurs domaines respectifs, faire la promotion de nombreux produits made in Côte d'Ivoire. Le gouvernement a certes protégé l'appellation « Attiéké », afin de contrer la montée des Chinois sur ce segment, mais cela n'est qu'un premier pas. Il faut aller plus loin en protégeant le maximum de produits possibles et en faisant la promotion du made in Côte d'Ivoire. Cela ne doit pas forcément venir des politiques. Les initiatives privées sont bien les meilleures en la matière. Il ne suffit plus de se dire start-up, nous n'en sommes plus à ce stade. Il faut aller vers les marchés sous-régionaux et même internationaux. La production locale doit être extériorisée. Indignons-nous du fait de ne pas exporter nos produits finis, indignons-nous de subir les marchés internationaux! C'est à ce prix que notre indignation sera utile.

OUAKALTO OUATTARA

LE CHIFFRE 735

Le nombre de cas de violences sexuelles en 2018 rapporté par la ministre de la Femme, de la famille et de l'enfant, Bakayoko-Ly Ramata.

ILS ONT DIT...

- « Avec les nouveaux vaccins qui arrivent, Ebola va devenir une maladie plus traditionnelle, et non cette chose étrange et effrayante qui nécessite un passage à l'échelle d'une réponse urgente. » **David Gressly**, coordonnateur pour la réponse d'urgence à l'épidémie d'Ebola, le lundi 25 novembre.
- « Aujourd'hui où des millions d'enfants et de familles vivent dans des conditions inhumaines, les fortunes engagées dans la fabrication, la modernisation, l'entretien et la vente d'armes toujours plus destructrices, sont un outrage continu qui crie vers le ciel. » **Le pape François**, le lundi 25 novembre.
- « La Côte d'Ivoire a consenti d'énormes efforts pour reconstruire son développement pour recoudre le tissu social fissuré. Ces élections présidentielles ne doivent pas nous faire perdre les bénéfices de ces acquis. » **Sidiki Diakité**, ministre de l'Administration du territoire, le lundi 25 novembre.

RENDEZ-VOUS

Vendredi 29 novembre 2019 :
« Kedjevara Enjoy Party » au palais de la culture de Treichville.

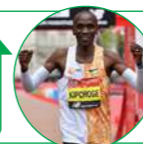
Samedi 30 novembre 2019 :
« Festival Alloco Beach » à Azito Beach à Yopougon.

Samedi 30 novembre 2019 :
Concert Picnic avec Innoss B et Robinio Mundibu à l'espace Laguna Event à Cocody Riviera Golf.

Samedi 30 novembre 2019 :
Zouzouwôwô Festival à la place Ficgayo à Yopougon.

UN JOUR UNE DATE

1ER DÉCEMBRE 1955 : À Montgomery, aux Etats-Unis, la couturière noire, Rosa Parks est emprisonnée pour avoir refusé de céder sa place à un blanc dans un bus.



Le kenyan, **Eliud Kipchoge**, et **Dalilah Muhammad**, ont été désigné « Athlètes de l'année 2019 ».



Les prêtres **Horacio Corbacho** (59 ans) et **Nicola Corradi** (83 ans) ont été condamnés, le lundi 25 novembre respectivement à 45 et 42 ans de prison pour viols et corruption de mineurs.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Un hélicoptère de l'armée ivoirienne a manqué son atterrissage et a percuté un autre déjà en stationnement le 27 novembre à Katiola.

FRAIS D'INHUMATION, TAXES : LA MORT COÛTE CHER !

C'est une véritable épreuve que de nombreuses familles ivoiriennes vivent après le décès d'un proche. Depuis les frais d'ordonnance, laissés parfois à l'hôpital, jusqu'aux funérailles, en passant par le cercueil et la location de la tombe, ce sont des sommes importantes qui sont déboursées. Une double peine pour la famille éplorée. Mais il faut payer et donc faire face aux dépenses. En d'autres termes, il faut enterrer dignement le défunt. Et, pour y arriver, il faut sortir les chèques ou s'endetter et impliquer de façon subtile proches, amis et connaissances dans les dépenses, en prenant soin de perpétuer une tradition séculaire.

RAPHAËL TANOH

C'est par une journée ensoleillée que la famille Koffi enterre le 24 novembre son disparu au cimetière de Yopougon-Andokoi. Entre pleurs, cris et étreintes, la foule éplorée suit un corbillard à pas d'homme, sur un chemin tortueux qui finit par disparaître derrière les hautes herbes. Hormis quelques caveaux visibles à l'entrée, à peine une centaine, le reste n'est que broussaille. Et s'il n'y avait pas cette bicoque qui fait office de bureau administratif, on se croirait presque dans un champ. Mais, dans ce village de trépassés, il n'y a pas que la tristesse qui affleure. On parle également business. Parce que la mort se monnaie. Elle a un coût. Par exemple, les quelques tombes qui échappent aux herbes ici appartiennent à des familles chrétiennes. Ces dernières louent les services de nettoyeurs de tombes, comme Bernard G. et ses camarades, que l'on peut voir ce matin sautiller de mausolée en mausolée, d'abas et machettes en mains. L'adolescent de seize ans, harnaché d'un short déchiré, explique avec un certain respect pour les morts que l'entretien journalier d'une tombe ici est compris entre 1 000 et 2 000 francs CFA. De nombreuses familles leur versent 30 à 50 000 francs CFA par mois pour prendre soin de leurs caveaux, bien que ce ne soit pas leur rôle. Car, d'après les services de contrôle du cime-

tière, cette tâche incombe au district d'Abidjan. « Les familles payent une taxe de 15 000 francs CFA pour une location de cinq ans, 90 000 pour 30 ans et 190 000 francs pour 99 ans. En contrepartie, les cimetières doivent être entretenus », indique un agent du district trouvé sur les lieux. Ce qui suffit à donner le ton : perdre un proche n'est pas seulement pénible moralement, cela coûte surtout très cher. C'est d'ailleurs ce que tente de nous démontrer Apollinaire Koffi. Après l'enterrement de son frère ce lundi dans le cimetière, cet employé de bureau grince des dents parce qu'il n'a presque plus un kopeck dans la poche pour terminer le mois. Et qu'il s'est endetté.

Frais intermédiaires Tout a commencé, dit-il, ce funeste jeudi du mois de novembre, quand on lui annonce sur son lieu de travail le décès

« Les funérailles sont l'occasion dans de nombreuses sociétés de montrer sa réussite sociale. Les gens dépensent des millions de francs CFA et en sorte endettés. »

de son frère cadet, après une semaine passée aux urgences du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Treichville. Étant l'aîné de la famille, Apollinaire Koffi doit faire face aux frais quasiment tout seul. Une facture salée l'attend avant même l'autorisation d'aller à la morgue pour identifier le corps : 58 000 francs CFA, des frais liés



Dépenser plus pour des funérailles, est une expression de richesse en Afrique.

aux médicaments, laissés par son frère. Ce dernier aurait reçu de l'oxygène durant son hospitalisation, sans oublier les prélèvements effectués quotidiennement. Pas question de prendre le corps tant que cette ardoise n'est pas effacée ! Une fois cette étape achevée, vient le sésame pour la morgue. Là aussi Apollinaire Koffi doit sortir son portefeuille, parce qu'il y a des produits nécessaires à l'entretien

du corps : 5 000 francs CFA. Après quoi rendez-vous est pris pour le mercredi, jour dédié aux visites des corps. Mais pour faire sortir la dépouille, le jeune bureaucrate est prié de se rendre à la mairie faire une déclaration de décès. Des documents à fournir, des photocopies à faire... Démarches administratives obligent. Ensuite vient le permis d'inhu-

mer. Sa famille a opté pour 30 ans de location de la tombe, ce qui revient, conformément aux tarifs pratiqués au cimetière de Yopougon, à 90 000 francs CFA. «Après des discussions, nous avons payé un cercueil 280 000 francs. Les prix variaient de 75 000 francs à 5 millions», détaille Apollinaire Koffi. Le drap mortuaire, qui coûte 8 500 francs, les soins du corps, à 10 000 FCFA, l'habillage (5 000 FCFA),

la manutention à Abidjan (5 000 FCFA), le séjour au CHU (45 000 FCFA), la prestation thanatos UEMOA (3 000 FCFA) et l'IFT-CHU sans autopsie (32 000 FCFA), la prestation chauffeurs UEMOA (2 000 FCFA), ainsi que les frais de dossier de 1 500 francs CFA ne sont que des frais intermédiaires. «Si on devait payer le corbillard pour le passage à l'église ou



Sur ce point, N'Goran Kouakou rappelle que l'administration a elle aussi ses exigences. «L'entretien et la sécurité des tombes nous incombent », se justifie-t-il.

S'appauvrir Mais il ne faut pas voir cela sous cet angle, selon Vincent Kouassi Mouroufié, sociologue, enseignant à l'Université Félix Houphouët Boigny de Cocody. « Dans la culture africaine, on est habitué à dépenser énormément après le décès d'un proche. Et surtout lors des funérailles. Et les choses ne vont pas changer de sitôt. Car, pour les populations, le corps est sacré. Il y a le regard critique des autres, l'honneur de la famille et la vulnérabilité des parents et enfants du défunt », énumère-t-il. Malheureusement, poursuit l'enseignant, ce sont des pratiques qui contribuent à accroître la pauvreté au sein de la société. Brahim Silué en sait quelque chose. «Les funérailles de ma mère ont duré trois jours », témoigne-t-il. Malgré les cotisations de ses sœurs et la sienne, à l'entendre, ils ont dû s'endetter afin d'offrir à « la vieille » des funérailles dignes de ce nom. Et c'est 1,5 million de francs CFA qui ont été injectés dans la nourriture et les festivités. En exhortant les familles à enterrer leur corps le plus simplement possible, afin de minimiser les coûts, Vincent Kouassi Mouroufié appelle également les autorités à alléger elles aussi les frais atterrissants, une source proche du gouverneur explique que cela n'empêchera pas les familles de dépenser beaucoup après un décès. « Les funérailles sont l'occasion dans de nombreuses sociétés de montrer sa réussite sociale. Les gens dépensent énormément, des millions de francs CFA devant lesquels les frais administratifs ne sont rien. Nous devons plutôt les sensibiliser », fait savoir notre interlocuteur. Ce qu'il faut retenir, selon lui, c'est qu'en Afrique, lorsque quelqu'un meurt, on pleure deux fois. ■

3 QUESTIONS À



VINCENT K. MOUROUFIÉ sociologue

1 Après le décès d'un proche, de nombreuses familles dépensent beaucoup pour pouvoir l'enterrer dignement. Comment expliquez-vous cela ?

Cela fait partie malheureusement de notre culture. Après le décès d'un proche, ce qui préoccupe les parents, c'est beaucoup plus le regard qu'auront les autres sur eux. Comment les autres nous regardent est important. Tout en cherchant à soigner leur image, à défendre l'honneur de la famille, vous verrez des gens dépenser plus d'argent qu'ils n'ont pendant les funérailles.

2 Il y a aussi les procédures administratives qui sont coûteuses...

Les formalités font partie de la vie de tous les jours. Les coûts de ces procédures ne sont pas liés à la mort seulement. Toutefois, vu le caractère assez social de la chose, il serait judicieux de rendre ces frais plus abordables.

3 Selon vous, dépenser énormément pendant les funérailles contribue à appauvrir la population ?

Bien sûr, puisque ce sont des sommes importantes qui sont dépensées pendant ces moments douloureux. Il ne s'agit pas ici d'un investissement. C'est même un manque à gagner pour notre société, qui est déjà pauvre. Très souvent, les sommes qu'on n'investit pas dans les autres activités de la vie courante on les dépense lors des funérailles. C'est un comportement typique de l'Afrique. ■

Repères

Frais supplémentaires d'entretien de tombe : 30 à 50 000 francs CFA par mois.

Coût des cercueils : De 75 000 à 5 millions de franc CFA.

Coût moyen des funérailles : 1,5 million de franc CFA.

à domicile, cela allait engendrer d'autres frais », rappelle M. Koffi. Ce qui l'a révolté, raconte-t-il, c'est la TVA de 18% appliquée au montant hors taxes. « Une personne durant toute sa vie s'acquitte des impôts et taxes. Si, après sa mort, ses ayants droit doivent encore payer des impôts sur la facture de la conservation de son corps, ça devient oppressant », se plaint-il. Avant d'inhumer son frère, il a dû faire face à un autre casse-tête chinois.

La tombe. Pour la construire, il faut 160 000 francs CFA. Il lui donc a fallu trouver un opérateur chargé d'ériger la dernière demeure de son frère. Après négociation, ce dernier fera les travaux pour 140 000 francs. Ici, comme au cimetière de Williamsville, fermé pour rénovation, les prix sont identiques. Pareil pour l'entretien des mausolées. « Pour les jeunes qui travaillent ici, il faut débours environ 30 000 francs CFA pour entretenir les tombes », explique N'Goran Kouakou, le responsable du cimetière municipal de Williamsville. À défaut de mettre du carrelage dans la tombe, les creuseurs embellissent l'intérieur avec un pagne. Mais, la plupart de ces coûts ne sont qu'administratifs, des étapes obligatoires pour les parents après le décès d'un proche. Selon Apollinaire Koffi, les autorités devraient concourir à alléger la tâche des familles en baissant, voire en annulant, par exemple la TVA. Le coût de location des tombes également semble d'après lui un peu élevé.

FUNÉRAILLES POMPEUX : UNE CONSTANTE AFRICAINE...

Beaucoup de pays d'Afrique noire partagent les mêmes pratiques dans de nombreux domaines. Les dépenses lors des funérailles ne font pas exception à la règle et chaque pays croule sous le poids de ses traditions en la matière.

RAPHAËL TANOË



D'un pays Africain à un autre, les funérailles appauvrissent les populations.

Comme beaucoup s'en doutaient déjà, les dépenses pharaoniques après un décès ne sont pas l'apanage des Ivoiriens. La question touche toute l'Afrique noire en général, et l'Afrique de l'Ouest en particulier. Un constat établi par le rapport du chercheur Benoît Libali, sociologue - démographe et expert en stratégie de population et développement à l'UNFPA. Dans son travail « Impact des funérailles

sur le cycle de la pauvreté et de la faim à Brazzaville, en République du Congo », Benoît Libali démontre comment les deuils familiaux contribuent à appauvrir les populations dans ce pays. « Les populations associent en permanence la vie à la mort et définissent l'essentiel de leurs activités autour de l'idée de l'au-delà, vers l'organisation permanente de funérailles et des différents échanges post-funéraires entre les sur-

vivants et les morts », explique l'expert. En somme, poursuit-il, l'organisation des funérailles implique de nombreuses dépenses, de la réunion pour la veillée mortuaire jusqu'à la levée du corps et à son inhumation.

Habitudes « Alors que les coûts y afférents vont croissant, les conditions de vie des populations se dégradent sans cesse. À l'exception des mort-nés, généralement incinérés, et des

personnes enterrées sous étiquettes anonymes (...), l'inhumation d'un corps à Brazzaville, y compris les charges funéraires connexes, coûte largement au-dessus de 263 000 FCFA, avec un maximum qui pourrait également dépasser les trois millions de francs CFA », explique Benoît Libali. Avant de soupirer: « il n'est donc pas étonnant qu'une famille pauvre s'endette pour cela ». Au Bénin également le phénomène n'est pas rare. Les dépenses faramineuses lors des funérailles ont même fini par énerver un membre de l'Hémicycle. Excédé par cette pratique, le député béninois Nazaire Sado a interpellé ses compatriotes, les appelant à proposer à l'Assemblée nationale un projet de loi qui vise à encadrer ces dépenses. « Aujourd'hui, on parle de 40% de taux de pauvreté au Bénin. Dans un tel contexte, on ne peut pas tolérer que des gens investissent 50 millions de francs CFA (75 000 euros) dans des funérailles parce qu'ils sont riches. Il s'agit d'une loi qui soutient les pauvres. Il faut qu'on cesse l'exhibitionnisme dans notre pays », s'est plaint le parlementaire. Ce qui indique clairement que les dépenses lors des funérailles sont avant tout une question africaine. Des habitudes nées sûrement de la tradition, mais entretenues aujourd'hui par le «bling - bling » qui accompagne ces cérémonies. ■

LE DÉBAT

Est-il normal de dépenser énormément pendant les funérailles ?



ALI BAMBA
EMPLOYÉ DE MAIRIE

Je n'y vois pas d'inconvénient, que les gens dépensent assez d'argent lors des funérailles. C'est toujours une affaire de famille. La famille qui estime qu'elle a de l'argent pour faire des funérailles mémorables et coûteux le fait. Celles qui n'ont pas les moyens font des funérailles à la hauteur de leurs moyens. Cela fait partie de notre culture. Les dépenses funéraires d'ailleurs ne sont pas toujours supportées par la seule famille éplorée. Des aides viennent de presque partout et c'est à juste titre qu'il y a des cahiers de condoléances. Enterrer dignement des proches est devenu naturel et pas besoin de lésiner sur les moyens car, mieux vaut laisser une note de gaieté dans ses adieux.



PATRICE KOUAO
ÉTUDIANT



Je ne suis pas d'accord avec cette pratique. C'est triste que ce soit dans le continent le plus pauvre que l'on voit ce genre de chose. Des personnes refusent de payer des ordonnances ou sont dans l'incapacité de le faire. Mais quand décès s'en suit, ils sont prêts à s'endetter juste pour des funérailles. C'est triste de dépenser certaines sommes sur des morts alors que, des vivants n'attendent que le tiers ou même le dixième pour vivre. On dépense énormément pour les morts et on laisse les vivants dans les difficultés. Une véritable contradiction dans laquelle les peuples se suivent et perpétuent la mauvaise tradition. C'est désolant et parfois écœurant.

RACONTEZ-NOUS VOS HISTOIRES TELLES QUE VOUS LES VOYEZ

Si vous souhaitez voir votre travail Photographique publié dans le Magazine Point Focal, voici comment nous envoyer vos images:

Faites une sélection d'images (Jusqu'à 10 images au total) avec toutes les informations sur les réglages, l'appareil photo et l'objectif utilisés, un récit et votre photo personnelle à contact@pointfocal-mag.com



 [pointfocal.mag](https://www.instagram.com/pointfocal.mag)

 [PointFocal.mag](https://www.facebook.com/PointFocal.mag)

www.pointfocal-mag.com

 focal

CEI : L'OPPOSITION RONGE SON FREIN

Après avoir saisi la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples, l'opposition attend son verdict. Si lors de cette saisine le PDCI nourrissait de grands espoirs, plus le temps passe, plus ils s'amenuisent.

ANGE STÉPHANIE DJANGONE



Le PDCI maintient la pression sur la CEI et son président.

L'opposition n'a pas encore subordonné sa participation à l'élection d'octobre 2020 à la recomposition de l'organe électoral, mais elle continue de la dénoncer. La Commission électorale, presque sourde

de l'Homme et des peuples (CADHP), attend impatiemment le verdict et pourrait, en cas de non satisfaction, changer son fusil d'épaule.

Stratégie Face à la délégation de l'ONU venue s'en-

« **Aller aux élections la CEI actuelle, c'est préparer le lit de l'adversaire et semer les graines d'une autre crise postélectorale.** »

aux critiques, veut être jugée sur ses actes et non sur des a priori. En attendant, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), qui a déposé une plainte auprès de la Cour africaine des droits

quérir de l'évolution de la situation politique, le PDCI n'y est pas allé de main morte. Il a passé au peigne fin tous ses griefs à l'encontre de la Commission électorale indépendante (CEI). Des

griefs qui portent non seulement sur le fond mais aussi sur la forme. Pour le parti d'Henri Konan Bédié, « aller aux élections avec la CEI actuelle, c'est préparer le lit de l'adversaire et semer les graines d'une autre crise postélectorale », a confié son Secrétaire exécutif Maurice Kakou Guikahué à la délégation onusienne. C'est pourquoi le PDCI attend impatiemment la décision de la CADHP, avant la fin de 2019, afin d'être situé sur ses prochaines démarches. « Nous avons foi en une décision favorable à notre requête », confie Guikahué, selon lequel, en cas de décision contraire, son parti devra exploiter « toutes les voies démocratiques afin de garantir des élections transparentes et libres ». Le PDCI, qui pilote désormais une coalition de laquelle la branche FPI soutenant Gbagbo s'est désolidarisée, n'écarte pas de saisir d'autres juridictions. Mais la société civile, qui a participé aux débats qui ont abouti à la composition de l'actuelle commission, est profondément divisée sur la question. Une partie, qui avait porté la première plainte, estime « satisfaisante » la réforme, quand une autre la dénonce. Le Président de la CEI, qui poursuit ses activités sans tenir compte de ces critiques, devrait d'ici janvier 2020 présenter les grandes dates du calendrier électoral. Ce qui ne devrait pas pour autant mettre fin à la méfiance de l'opposition. ■

EN BREF

AFFAIRE LAURENT GBAGBO - CHARLES BLÉ GOUDÉ : LA DÉFENSE SORT SES GRIFFES

Après avoir demandé la traduction en français du Jugement d'acquiescement depuis le mois de juillet, la défense de Laurent Gbagbo dénonce un immobilisme chez les services de greffe. « Tant que ce jugement et le mémoire d'appel du procureur n'ont pas été transmis en français à la défense, le délai de réponse prévu à la Norme 59 du Règlement de la Cour ne peut pas commencer à courir » explique Maître Altit qui poursuit en indiquant que cela signifie que la période de réponse de 60 jours prévue s'est achevée le 16 décembre 2019.

AFFAIRE LOGO : LE PDCI NE DÉMORD PAS

Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) est bien décidé à obtenir le retrait de son logo sur les visuels du RHDP. Les plaintes à cet effet se multiplient et en plus d'une saisine en France, le PDCI explore d'autres voies de recours en Côte d'Ivoire et auprès d'institutions africaine. Mais ces militants ayant dévié au RHDP exige le maintien de ce logo sur les visuels de leur nouveau parti et continuent de s'en réclamer. ■

Affi N'Guessan à l'offensive

Contesté par Laurent Gbagbo et « floué » par Henri Konan Bédié, Pascal Affi N'Guessan, Président du Front populaire ivoirien (FPI), a désormais opté pour la construction de son avenir politique. Plus besoin de compter sur la légalité dont il jouit à la tête de son parti ou encore d'espérer ratisser plus large dans les bases traditionnelles du FPI.

Seul et isolé, il s'est engagé dans une vaste campagne de séduction des électeurs et espère en convaincre des milliers avant l'élection présidentielle. La tâche ne s'annonce pas aisée, face à une population électorale qui compte très peu d'indécis et où les lignes bougent très difficilement. Mais, pour Affi N'Guessan, à défaut d'être élu en 2020, il faut « se positionner

en faiseur de roi en cas de second tour », confie l'un de ses lieutenants. C'est dire que face au RHDP et au PDCI, il se voit sûrement arriver en troisième position. « Nous sommes affaiblis en interne. Sans alliance, il faut le reconnaître, le jeu ne nous est pas favorable. Mais nous continuons de travailler et restons convaincus d'avoir un grand rôle à jouer en 2020 »,

explique ce dernier. Pascal Affi N'Guessan peut déjà compter sur une jeunesse assez dynamique, qui se remobilise de plus en plus. Et le congrès des femmes, prévu pour le 30 novembre, devrait permettre l'élection d'une présidente à sa dévotion. « Le tandem jeunes et femmes devrait arriver à nous booster », poursuit son soutien, selon lequel les jeux restent ouverts. ■

A.S.D



JEANNE ADJOUA PEUHMOND

L'Amazone qui refuse l'ombre

ANGE STÉPHANIE DJANGONÉ

Figure politique de longue date, Jeanne Adjoua Peuhmond s'estime encore bonne pour le service. La mobilisation des femmes du RHDP, elle en fait son affaire et refuse de jouer les seconds rôles. Elle compte bien jouer sa part dans la conservation du pouvoir.

Issue du Rassemblement des républicains (RDR), elle est nommée ministre dans les gouvernements issus des accords de Marcoussis et de Ouagadougou. Elle a été successivement ministre de la Femme, de la famille et des affaires sociales dans les gouvernements Banny I et II et Soro I et II, de 2005 à 2010. Après sept années à la tête de ce ministère, Jeanne Peuhmond contribuera à la mise en œuvre et au suivi de la politique du gouvernement en matière de protection de la Famille, de la femme, de l'enfant et des affaires sociales. Depuis 2011, la Conseillère spéciale du Président de la République chargée du Genre et des affaires sociales se bat pour ne pas rester dans l'ombre.

Parcours difficile Les choses ne se passent pas pour autant comme sur des roulettes pour Jeanne Peuhmond. Membre du conseil municipal de la commune d'Abobo, où elle bénéficie d'un capital confiance et d'une popularité indéniable auprès des populations, elle a dû prendre son mal en patience avant d'obtenir une petite promotion. Éluée députée en 2016, Jeanne, qui lorgnait le fauteuil de la commune depuis longtemps, ne pouvait espérer mieux. « Elle réside dans la commune depuis plus de trente ans. Elle connaît la population et est toujours restée à ses côtés. Mais il en faut plus pour se faire élire maire d'une commune comme Abobo », reconnaît l'un de ses proches. En fait, Jeanne Peuhmond aura attendu pendant longtemps un poste de ministre sous l'ère ADO. Mais les nombreux remaniements ministériels lui fermeront leurs portes. Elle sait prendre son mal en patience. « Tant qu'elle bénéficiera de la confiance du Président de la République Alassane Ouattara, elle sera prête à servir, partout et en toute circonstance », murmure-t-on dans son entourage. C'est à juste titre que le 24 novembre dernier elle était presque au four et au moulin pour battre le rappel des troupes pour le meeting des femmes de son parti. Après ce pari réussi, l'Amazone met le cap sur Yamoussoukro, pour le meeting du 7 décembre. Appartenant au V Baoulé, elle multiplie les rencontres avec des populations afin de battre un nouveau record d'affluence. Celle qui rêve de diriger les femmes du RHDP multiplie en interne les opérations de charme, tant au niveau des bases que de la direction. Mais les choses s'annoncent rudes pour elle dans un RHDP qui a une pléthore de compétences féminines. ■

Journal d'Abidjan
L'hebdo

Tous les jeudis

7^{er} HEBDO GRATUIT EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS

- LA CROISSETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOPOTAMUS
- ETC.

COLPORTAGE À L'ENTRÉE DES GRANDS CENTRES COMMERCIAUX

- CAP SUD
- PLAYCE
- CAP NORD
- PRIMA
- SOCOCE
- LEADER PRICE RIVIERA GOLF
- HAYAT 2-PLATEAUX

DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES

- PISAM
- GROUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

DANS LES GRANDS HÔTELS

- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

TEL : 22 01 99 99

BHCI LE BRAS DE FER SE POURSUIT

Le conflit entre actionnaire de la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire est loin d'être terminé. Si le gouvernement ivoirien a pris le taureau par les cornes en nommant un nouveau directeur, Westbridge Mortgage Reit, n'est pas décidé à abandonner.

YVANN AFDAL



La Westbridge Mortgage est décidé à aller jusqu'au bout dans cette affaire

La société canadienne spécialisée dans le financement de l'immobilier, Westbridge Mortgage Reit, vient d'assigner l'Etat de Côte d'Ivoire devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), une institution du Groupe de la Banque mondiale, dans ce que l'on pourrait désormais appeler « l'affaire du rachat de la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI) ».

Rebondissement La requête a été déposée le mardi 26 novembre 2019 à Washington aux Etats-Unis, par le pré-

sident du Conseil d'administration de Westbridge, James Clayton assisté de son avocat-conseil. Un nouvel épisode judiciaire qui démarre après la nomination l'annonce faite le 13 novembre dernier par la Côte d'Ivoire d'annuler l'opération de cession de ses parts dans la BHCI, et de reprendre en main, le contrôle de la banque. Une annonce d'accord d'annulation qui avait été immédiatement démentie par les dirigeants de Westbridge. Le 21 novembre dernier, une note interne signée d'un nouveau directeur général, Abdoulaye Gbané, interdisait purement et sim-

plement aux actionnaires de Westbridge, l'accès aux locaux, ainsi que l'accès par voie électronique à la plateforme de la BHCI. Ajouté à cela toute une série de mesures conservatoires visant principalement à tenir totalement à l'écart les dirigeants de Westbridge ont été prises. De source proche du dossier, des discussions auraient été en début de semaine entre les autorités ivoirienne et plusieurs autres institutions financières afin d'envisager la possibilité d'une reprise des parts de Westbridge dans le capital de la BHCI. Certaines sources évoquent des discussions entamées entamées avec la CNPS et la Banque de l'Habitat de Tunisie (BH Tunisie) en vue d'une éventuelle reprise des parts de Westbridge dans le capital de la BHCI. La provocation de trop selon les dirigeants de Westbridge, qui ont décidé de porter cette affaire devant le CIRDI qui demeure l'une des principales institutions au monde dédiées au règlement des différends relatifs aux investissements internationaux. « Nous sommes en possession de nos titres nominatifs représentant 51,6% des parts. Et avec l'ensemble des actionnaires représentant près de 96% des actions, nous avons conclu un pacte d'actionnaires afin qu'aucun titre ne soit revendu sans les autres », explique les dirigeants de Westbridge. ■

EN BREF

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : LE CENTRE DU RIZ POUR L'AFRIQUE OBTIENT LE PRIX AL SUMAIT

Après considération du jury et examen des rapports de sélection du comité, le conseil d'administration du Prix Al Sumait pour le Développement Africain a décidé d'attribuer conjointement le prix 2019 d'un million de dollars américain dans le domaine de la sécurité alimentaire au Centre du riz pour l'Afrique basé en Côte d'Ivoire et l'Alliance panafricaine pour la recherche sur le haricot (PABRA) (Nairobi), pour son rôle important dans l'amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique, y compris sa production de nouvelles variétés de riz enrichies en vitamine A, à haut rendement et résistantes au climat, et pour avoir pris la tête de l'organisation panafricaine pour la recherche sur le riz, qui s'engage à améliorer les moyens de subsistance en Afrique grâce à la science et à des partenariats efficaces ayant pour objectif d'améliorer l'économie du riz en Afrique et pour sa participation à un partenariat de recherche mondial pour un futur avec une meilleure sécurité alimentaire. Grâce à ses recherches appliquées et à ses programmes d'éducation, le Centre prépare la prochaine génération de professionnels de la recherche alimentaire et de la recherche sur le riz en Afrique. ■

Coton Une production en hausse pour 2019 - 2020

La Côte d'Ivoire devrait connaître une hausse de production de coton pour la campagne 2019 - 2020, de l'ordre de 510 000 tonnes au lieu d'une production anticipée estimée à 500 000 tonnes, soit une augmentation de 16% par rapport à la campagne 2018 - 2019. Selon le Secrétaire exécutif de l'Association des égreneurs de coton de Côte d'Ivoire, Christophe N'Dri, cette nouvelle

perspective est due aux pluies abondantes tombées pendant les semailles et à la réception des intrants dont avaient besoin les agriculteurs. Toutes les conditions sont donc réunies pour dépasser la production de l'année dernière, forte de 468 000 tonnes. Avec la politique industrielle de relance de la filière textile adoptée par le gouvernement ivoirien, les producteurs de coton

espèrent voir le prix d'achat de l'or blanc s'établir à 300 franc CFA le kilo pour cette campagne, soit 35 francs CFA de plus que lors de la précédente. Un sacrifice pour l'État, de l'ordre de 22 milliards de francs CFA, légitimé par des perspectives de hausse de la consommation mondiale de coton pour la campagne 2019 - 2020, qui s'élèverait à 27,3 millions de tonnes.

Quant à l'exportation de fibre, elle pourrait atteindre 190 000 tonnes pour la même période, en hausse par rapport à celle de la précédente campagne, qui était de 163 300 tonnes environ. L'Asie est l'une des principales destinations du coton fibre ivoirien. La campagne cotonnière s'étend de mai à avril, avec des semis d'avril à juin et des récoltes d'octobre à janvier. ■

ANTHONY NIAMKE

Le Grenier Le « mutualiseur » des livraisons de produits maraîchers

Le « Grenier » est une plateforme de covoiturage dédiée aux producteurs maraîchers qui souhaitent organiser des livraisons groupées, que ce soit dans le cadre de circuits courts (ventes directes aux consommateurs sur un marché) ou pour des circuits longs (chaînes de supermarchés, épicerie, grossistes, restaurants, etc.).

MARIE BRIGITE KOMONDI

Le « Grenier » est né de la volonté de deux jeunes entrepreneurs, Urbain Yapo âgé de 23 ans, sociologue et passionné de développement local et Alyne-Aurélié Kouassi, étudiante en master 2 option management des entreprises et organisations agropastorales. Dans leur volonté d'accroître les débouchés concernant le surplus de stock de produits maraîchers qui ne peuvent être conservés à moyen terme ou vendus à contre-saison, l'idée leur est venue d'innover. Selon Alyne-Aurélié Kouassi, « En Côte d'Ivoire, les femmes du maraîchage sont confrontées régulièrement à des surplus de production difficiles à écouler sur le mar-

ché. Les invendus sont complètement perdus. » Pour ces deux jeunes, ce n'est une fatalité et un début de solution peut être trouvé.

Le tout en un Concrètement selon nos jeunes statupers, un maraîcher consulte en ligne les trajets et dates de livraison, ainsi que les coordonnées de contact postées par d'autres producteurs de légumes et de fruits. La personne inscrite sur le site web recevra des notifications par SMS ou mail, lorsqu'un trajet posté correspond au sien passe près de chez elle. Une fois la réception de ces alertes SMS ou e-mail, l'utilisateur de la plateforme et les



Ce projet de covoiturage s'avère salvateur pour les producteurs maraîchers.

autres producteurs maraîchers doivent discuter sur les modalités du covoiturage : lieu de rencontre, capacité de chargement, lieu de livraison, etc. Une bonne affaire pour tous. Cette plateforme de covoiturage facilite également les ventes en circuits courts (ventes directes aux consommateurs sur un marché local) ou pour des

circuits longs (chaînes de supermarchés, épicerie, grossistes, restaurants, etc.) dans les différentes villes du pays. La mayonnaise prend vite et le Grenier est désigné lauréat du 3ème prix Environnement Startups lors de la 2ème édition de ce prix avant d'être sélectionné lors de la 5ème et dernière étape à Korhogo. ■

www.educarriere.ci

REGIE DE COMMUNICATION DIGITALE

BILLBOARD 970X250

MPSA 17X100

NUMERO AGREMENT CSP : ER-434CSP

- ▶ Création graphique
- ▶ Campagne e-mailing
- ▶ Publicité en ligne
- ▶ Article Sponsorisé
- ▶ Campagnes Multi-supports
- ▶ Montage Vidéo
- ▶ Communiqué
- ▶ Publi-Reportage
- ▶ Solutions Web et Design

Abidjan Cocody, rue du Lycée Technique, 198 Logements, Immeuble N2, 1er étage, Appt N°887

Téléphone : + 225 22 44 44 48 / E-mail : ci@educarriere.net

Hotlines & M-payments : 55 14 14 14 - 41 41 14 14

QUE FAIRE DES POPULATIONS SOUS LES PYLÔNES ?

Longtemps débattue, la question des habitations construites sous les lignes à haute tension revient presque chaque année. Faut-il faire déguerpir ces lieux ou fermer les yeux sur un phénomène sujet à polémique ?

RAPHAËL TANOH



De plus en plus de personnes vivent sous les pylônes à Abidjan.

Bonco 1, Aboboté, Cocody, non loin de la CNPS, vers « l'Ambassade de Chine », Mahou, etc. Dénombrer les points sous les pylônes électriques habités reviendrait à égrener un long chapelet, tant les sites sont multiples. Les résidents sont des laissés-pour-compte. Il y a quelques années de cela, Ako Yapo, chef du village D'Agban Aghien (Banco1), lançait un appel au gouvernement à la suite des éboulements qui avaient endeuillé le quartier. « Il n'y a pas que les éboulements qui constituent une menace pour nous, mais aussi le danger qu'il y a à habiter sous des pylônes électriques », s'était-il indigné.

Danger à ciel ouvert Aujourd'hui, la promesse de leur trouver des sites de recasement n'a jamais été tenue, selon la famille du chef. Pour les autorités, ils ont été dédommagés et priés de quitter les lieux dare-dare. Beau-

« Ce ne sont pas des endroits à conseiller aux gens, quel que soit le débat qu'il y a autour des risques de cancer. »

coup ont préféré empocher les sous et rester sur place. Certains ont pris l'argent et sont partis, mettant en location les maisons qu'ils avaient quittées. Quoiqu'il en soit, il y a toujours du monde sous les pylônes à Agban - Aghien. Et aujourd'hui, nombreux sont les autres quartiers touchés par le phé-

nomène. Des garages automobiles aux habitations en passant par les magasins, on trouve un peu de tout sous les lignes à haute tension. Pourtant, les pylônes électriques dégagent des champs électriques EBF, fait démontré par la communauté scientifique. Si les experts n'ont pas jusqu'à là réussi à tomber d'accord sur les risques de cancers, notamment de tumeurs cérébrales, provoqué par ces champs, le Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a cependant classé ces zones comme « peut-être cancérigènes » pour les risques de leucémie de l'enfant. « Ce ne sont pas des endroits à conseiller aux gens, quel que soit le débat qu'il y a autour des risques de cancer. Parce qu'il y a d'autres risques », indique Dr Guillaume Eso Apkess, médecin et ancien Directeur

général de l'hôpital général de Tiassalé. Là où les conséquences ne sont pas sujettes à débat, ce sont les risques d'accidents : incendies, électrocutions, chutes de pylônes, ruptures de câbles électriques. En dépit de tout cela, les populations refusent de quitter les lieux, faute de sites pour être relogées. ■

EN BREF

ENVIRONNEMENT : UN CONCOURS LANCÉ À ABIDJAN POUR FINANCER LES PROJETS VERTS

L'ONG First Company, a lancé mardi 26 novembre à Abidjan, la première édition de « Africa Green Lady Day », un concours réservé aux femmes africaines porteuses de projets sur le développement durable qui aura lieu en 2020 dans plusieurs pays d'Afrique du Centre et de l'Ouest dont la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Sénégal. Ce concours dont la grande soirée de récompense est prévue en février 2020 dans chacun des pays concernés, permettra de financer par pays la porteuse du meilleur « projet vert ». La porteuse du meilleur projet de la soirée aura les financements et deviendra « Africa Green Lady » du pays pour une durée d'un an.

CANCER DU COL DE L'UTÉRUS : LA VACCINATION DES FILLES DE 9 ANS LANCÉE

Le ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique, Dr Aka Aouélé a procédé mardi 26 novembre, à Abidjan, au lancement officiel de la vaccination des filles âgées de neuf ans, scolarisées ou non, contre le virus du papillome humain (HPV) en l'introduisant dans le programme élargi de vaccination (PEV) pour l'élimination du cancer du col de l'utérus. « Vivre sans cancer de l'utérus est possible grâce à la vaccination contre le HPV. Pour être protégé efficacement contre le HPV, la jeune fille de neuf ans doit recevoir deux doses de vaccin espacées de six mois », a déclaré Dr Aouélé, précisant que ce vaccin n'empêche pas d'avoir des enfants, encore moins, rendre malade. Selon lui, le choix de cette cible des filles de neuf ans n'est pas fortuit. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

EAU POTABLE : DES TRAVAUX LANCÉS POUR L'AMÉLIORATION DE L'EAU DE BÉDIÉKRO

de Daoukro (région du Iffou), ont été lancés mardi 26 novembre par le ministre de l'hydraulique, Laurent Tchagba. Ces travaux visent à transformer le système hydraulique villageoise améliorée (HVA) en un système hydraulique urbain (HU) et à construire cinq kilomètres de canalisation afin de desservir Bédiékro, Adjékro, Akakro, Martinkro. « La localité de Bédiékro a été équipée en hydraulique villageoise améliorée (HVA), mais avec l'accroissement de la population qui dépasse le cadre de 600 habitants nécessite qu'on change de dispositif », a expliqué M. Laurent Tchagba. Un château d'eau de 50m³ a été déjà construit sur un piétement de 12 m. Les travaux visent également à réhabiliter deux forages à Bédiékro et les mettre aux normes techniques pour assurer un bon service et une bonne qualité de l'eau selon les normes de l'organisation mondiale de la santé (OMS). ■

ALLEMAGNE : LE « CASSE DU SIÈCLE »

Des bijoux en diamant du XVIII^{ème} siècle d'une valeur « inestimable » ont été dérobés lundi dans un musée de Dresde (Saxe), dans l'est de l'Allemagne. Un cambriolage spectaculaire qui a choqué le pays.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Ce musée possède l'une des plus importantes collections de trésors en Europe.

Lundi 25 novembre à l'aube, au moins deux cambrioleurs sont parvenus à s'introduire dans le musée « La Voûte verte », qui possède une collection de trésors unique en Europe. La vidéosurveillance du musée révèle un incroyable scénario : deux voleurs cagoulés, lampe torche à la main, s'introduisent dans une salle où sont exposés des bijoux. L'un d'eux sort une hache et s'acharne contre une vitrine. « Nous sommes choqués par la brutalité de cette attaque », affirme Marion Ackermann, directrice du musée. « Ces bijoux ont une valeur historique,

artistique et culturelle inestimable ». Les deux voleurs ont réussi à subtiliser des parures de bijoux d'une valeur proche du milliard d'euros. « Cela n'a duré que quelques minutes », a expliqué Jörg Kubiessa, directeur de la police de Dresde sur ZDF. « Le cambriolage était très bien préparé », a-t-il ajouté, évoquant une possible « bande criminelle ». Les voleurs ont subtilisé des bijoux historiques parmi les 4 000 pièces du musée. Compte tenu de leur notoriété, ces bijoux sont difficilement négociables tels quels sur le marché, mais les respon-

sables du musée n'excluent pas que les voleurs cherchent à les recycler sous une autre forme.

La veille, un incendie avait détruit un transformateur électrique situé à proximité. Les alarmes du musée et l'éclairage des rues adjacentes ont ainsi été désactivées. Les enquêteurs ont établi un lien entre les deux événements. Les voleurs sont entrés par une petite fenêtre du musée avant d'accéder aux parures. Les alentours ont été totalement bouclés par les policiers et le musée est fermé.

L'Allemagne en émoi Michael Kretschmer, qui dirige le Land de Saxe (Etat), a rappelé combien la collection était prestigieuse. « Ces trésors ont été constitués par les habitants de la Saxe au fil des siècles et au prix de nombreux sacrifices. Nul ne peut comprendre l'histoire de notre pays sans se rendre à la Voûte verte », a-t-il déclaré. La ministre de la Culture, Monika Grütters, a pour sa part souligné que ce vol « de pièces constitutives de notre identité en tant que Nation culturelle nous touche au cœur ». La sécurité dans les musées et leur protection contre ce genre de cambriolage sont « un devoir de la plus haute priorité ». ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

USA : DES CHIENS ROBOTS EN PATROUILLEURS

Les célèbres robots Spot Mini de Boston Dynamics ont été envoyés sur le terrain par la police de l'État du Massachusetts, afin de surveiller des zones à risques. Le modèle quadrupède Spot Mini, comparable à un chien-robot, a été testé par l'unité de déminage de la police américaine du Massachusetts, fait savoir une radio locale. La liste des exercices à accomplir en conditions réelles n'a pas été dévoilée. Loué entre août et novembre, le robot a néanmoins pu être amené à inspecter des lieux suspects, tout en étant contrôlé à distance par les forces de l'ordre. Doté de quatre caméras, il permet aux forces de l'ordre d'avoir un aperçu en temps réel de la situation sur un terrain donné. Seul hic, et non des moindres : sa faible autonomie. Sa batterie lui permet de fonctionner pendant 90 minutes, tout au plus. Le robot a pour principale vocation d'être envoyé dans des zones trop dangereuses pour un être humain, a rappelé Michael Perry, Vice-président du développement commercial chez Boston Dynamics. ■

BSH

Nigeria Un registre des délinquants

Le Nigeria a lancé lundi son premier registre national des délinquants sexuels, créant une base de données sur les personnes reconnues coupables de violences sexuelles, un domaine longtemps négligé par la justice et les pouvoirs publics. Ce registre contiendra les noms de toutes les personnes reconnues coupables de violences sexuelles depuis 2015 et sera disponible en ligne pour aider le public, les organismes publics et la police à vérifier leurs antécédents et à identifier les récidivistes. Les suspects qui n'ont pas été condamnés seront également enregistrés, mais dans un registre accessible uniquement à la police et à la justice, a annoncé l'Agence nationale pour

la lutte contre la traite des êtres humains au Nigeria (NAPTIP), responsable de ce programme, principalement financé par l'Union européenne. « Le registre est un premier pas pour mettre fin aux violences faites aux femmes », a déclaré la ministre des Affaires humanitaires Sadiya Farouq, qui a salué cette initiative. Elle a déclaré que la crise humanitaire et sécuritaire qui sévit dans le nord-est du Nigeria, conséquence de l'insurrection djihadiste de Boko Haram, a entraîné une forte augmentation des abus sexuels dans le pays. Un groupe initial de quinze ONG locales aura accès aux rapports de la police et devra surveiller les médias pour mettre à jour le registre tous les mois. ■

B.S.H.

BALLON D'OR 2019 : MESSI VAINQUEUR AVANT L'HEURE ?

Ce lundi 2 décembre, France Football dévoilera le vainqueur de l'édition 2019 du Ballon d'Or. Les favoris sont bien connus de tous, mais un seul se démarque. Lionel Messi semble, selon les spécialistes du ballon rond, en bonne posture pour décrocher son sixième sacre.

ANTHONY NIAMKE



Avec ce 6^e ballon d'or, Messi sera le seul footballeur à atteindre ce cap ?

Le Ballon d'Or récompense le meilleur joueur du monde sur une année, au regard de ses performances footballistiques. L'Argentin Lionel Messi et son grand rival, le Portugais Cristiano Ronaldo, ont marqué de leur empreinte et écrit l'histoire de ce trophée, en remportant chacun cinq Ballons d'Or. En 2018, le Croate Luka Modric est parvenu à mettre fin à 10 ans

de règne sans partage du duo incontesté. Finaliste de la Coupe du monde et vainqueur de la Ligue des champions avec le Real de Madrid, il est malheureusement absent de la liste des 30 nominés pour cette édition 2019. Virgil Van Dijk (Liverpool), Sadio Mané (Liverpool), Mohamed Salah (Liverpool), Cristiano Ronaldo (Juventus de Turin) et Lionel Messi (FC Barcelone) sont les grands favoris, mais

l'Argentin semble bien parti pour soulever son sixième Ballon d'Or.

Messi grand favori À 32 ans, le capitaine du FC Barcelone respire encore la grande forme et continue de réaliser les prouesses dont lui seul a le secret. Pour cette saison 2019 - 2020, il compte déjà 14 buts en 22 apparitions et aura délivré 8 passes décisives, après avoir raté le début de la campagne en raison d'une blessure. Vainqueur du Soulier d'Or européen et du titre de meilleur joueur FIFA The Best en septembre dernier, la Pulga n'a vraiment pas d'égal en termes de performances individuelles. Seuls points noirs, ses échecs en Ligue des Champions, en Coupe du Roi et à la Copa America avec l'Argentine. Des statistiques remarquables sur la saison 2019 que reconnaissent plusieurs acteurs du sport-roi européen, dont certains footballeurs, comme le Champion du monde français Kylian Mbappé, lui-même nommé pour ce trophée. « À mes yeux, Lionel Messi est le grand favori. Sur un plan individuel, il a encore été le plus fort », reconnaît l'attaquant du Paris Saint-Germain (PSG) dans une interview accordée à un média allemand le lundi 26 novembre. En cas de succès ce lundi, l'Argentin remporterait son 6^eme Ballon d'Or et devancerait son grand rival, Cristiano Ronaldo, qui n'en compte que 5 à son actif. ■

Paul Pogba Force-t-il son départ vers Madrid ?



Paul Pogba parviendra-t-il à obtenir gain de cause ?

Manchester United est encore loin d'en finir avec sa crise. Décevants et tenus en échec par Sheffield (3 - 3) le week-end dernier en Premier League, les Red Devils pourraient bientôt voir partir Paul Pogba. Selon la presse espagnole, le Français ferait tout son possible pour convaincre ses dirigeants de le transférer au Real Madrid lors du Mercato hivernal. Absent des terrains depuis le 30 septembre pour une blessure à la cheville, Pogba

poursuit sa convalescence, espérant son retour avant la fin de l'année, notamment pour le derby contre Manchester City, le 7 décembre prochain. Mais il en aurait décidé autrement. Il intéresserait le Real Madrid, prêt à offrir 150 millions d'euros pour le recruter. C'est donc pour cela que, selon la presse espagnole, il ferait exprès de ne pas jouer avec Man U, afin de « forcer » son départ. Reste à savoir si les dirigeants manchiens tomberont dans son piège. ■

A.N

CARTONS DE LA SEMAINE

Le MVP 2019, le grec **Giannis Antetokounmpo** a réussi l'un des matches les plus aboutis de sa carrière en passant 50 points à l'une des défenses les plus efficaces du championnat tout en menant Milwaukee à la victoire contre Utah (122-118) dans la nuit du lundi à mardi 26 novembre.

Certaines blagues sont plus que douteuses, et celle-ci ne pouvait pas rester sans sanction. Pour en avoir effectué le week-end dernier à l'antenne de Fox Sports en lançant « Sieg Heil », cri de ralliement à l'ancien dictateur nazi, Adolf Hitler, l'ex-international hollandais, **Marco van Basten** a été suspendu par la chaîne, Fox Sports dont il est le consultant.

TONKPI NIHIDALEY : CÉLÉBRER LA CULTURE DAN

La ville de Man (région du Tonkpi) va accueillir du 8 au 14 décembre la troisième édition du Festival des arts et de la culture Dan Tonkpi Nihidaley. Un événement qui, selon ses organisateurs, vise à promouvoir, valoriser et sauvegarder le riche patrimoine artistique et culturel de ce peuple.

ANTHONY NIAMKE



La ville de Man sera pendant une semaine la capitale de la culture Dan.

Située à environ 590 kilomètres d'Abidjan, la ville de Man (Ouest de la Côte d'Ivoire) est le chef-lieu de département de la région du Tonkpi, qui abrite le peuple Dan, composé des Yacouba et des Toura, détenteurs d'un riche patrimoine, y compris naturel, avec ses nombreuses montagnes et ses cascades, et l'un des principaux centres touristiques et économiques du pays. Des richesses que veut valoriser le Festival Tonkpi Nihidaley, dont la troisième édition va se tenir du 8 au 14 décembre prochain.

Paix et culture Comme thème, « Paix et culture ». Une thématique choisie, selon les organisateurs, en raison de la prochaine élection présidentielle. « Au moment où notre pays s'apprête à aller à l'élection, le besoin de paix apparaît à nos yeux comme un impératif catégorique, pour la région du Tonkpi en particulier. Cette contrée a, en effet, payé un lourd tribut lors de la dernière crise postélectorale. La valorisation de la riche culture Dan peut donc contribuer fortement au renforcement et au maintien de la paix,

car la culture transcende les clivages politiques et partisans », explique le Commissaire général du festival, Mathieu Bamba Lou. Cette thématique, selon lui, sera déclinée à travers des faits coutumiers, comme les danses guerrières, la présentation du rôle des femmes dans la résolution des conflits, la place du chef de village dans le maintien de la paix ou encore l'action déterminante des masques dans la résolution des conflits et le maintien de la paix en pays Dan. « Au cours de cette troisième édition, il s'agira de mettre l'accent sur ce que la culture peut apporter à l'édification et au maintien de la paix. Comment la culture peut-elle se révéler un facteur de paix dans la région du Tonkpi ? Les activités au programme donneront de l'écho et du reflet de la paix », confie le Professeur Lou. De nombreuses réjouissances sont prévues, parmi lesquelles un colloque, un forum économique, des activités ludiques et sportives, des concours et des actions de promotion économique et touristique. Le peuple Attié et le Royaume du Maroc seront les invités spéciaux de cette édition. Environ 200 000 festivaliers sont attendus durant les 7 jours de festivités. ■

INFO PEOPLE

CHRIS BROWN PAPA POUR LA DEUXIÈME FOIS

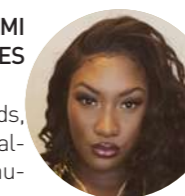
Cinq ans après avoir connu les joies de la paternité avec la naissance de sa fille Royalty, Chris Brown, 30 ans, pouponne de nouveau depuis l'arrivée de son petit garçon. Sur son compte Instagram, on peut voir le chanteur regarder quelqu'un avec un immense sourire et la date du 20 novembre en guise de commentaire. Il a également posté un autre cliché sur lequel on le voit porter un sweat à capuche avec le mot Born inscrit dessus. Son ex-compagne, Ammika Harris, a accouché et n'a pas tardé elle aussi à partager la bonne nouvelle sur les réseaux sociaux. L'annonce de la grossesse avait été faite en août dernier, mais elle était déjà séparée de Chris Brown.



INFO PEOPLE

AYA NAKAMURA PARMILLES 50 FRANÇAIS LES PLUS INFLUENTS

Aux NRJ Music Awards, Aya Nakamura n'a malheureusement glané aucune récompense dans les deux catégories où elle était nominée. Mais avec la publication de la liste des 50 français les plus influents dans le monde par le magazine américain Vanity Fair, dont elle en fait partie, la chanteuse franco-malienne peut retrouver le sourire. Adulée par des stars comme Rihanna ou Madonna, Aya Nakamura est classée numéro 1 aux Pays-Bas avec son titre Djadja et jouit d'une renommée incroyable pour son jeune âge (24 ans) et ses petites années de présence dans l'industrie musicale. Dans ce classement, elle est suivie par le groupe de rap français PNL et l'un des DJ les plus en vogue du moment, DJ Snake.



Journal d'Abidjan
l'hebdo

Directeur de publication :
Ousmane DIALLO

Directeur Général :
Mahamadou CAMARA

Directrice Déléguée :
Aurélien DUPIN

Rédacteur en chef :
Ouakaltio OUATTARA

Sécretaire Général :
Eric DIOMANDE

Ont collaboré à ce numéro :
Malick S. - Anthony N. - Raphael TANO

Infographiste : J-Christophe ALLEGRA

Service commercial :
Ismaël OUATTARA - Gisèle MAYIKANE

JOURNAL D'ABIDJAN, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 5.000 ex. Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016 JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan. Tél : + 225 22 01 99 99 www.jda.ci / contact@jda.ci

Nouvelle
Collection
YeQar

Choisis ta Couleur!

